2801262
00355fi

FIMAVI
Société par actions simplifiée
Au capital de 2.212.680 euros
Siège social : La Peyre
15.430 PAULHAC
SIREN 429.326.614 RCS AURILLAC

TRIBUNAL DE COMMERCE
- 3 DEC. 2008
GREFFE - 15000 AURILLAC

F I M A V I

STATUTS

******

Titre I - Forme - Dénomination - Objet - Siège - Durée

Article 1 - Forme

La Société a été constituée sous la forme de Société à Responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date à PAULHAC (15) du 1er janvier 2000 enregistré à SAINT FLOUR, le 2 février 2000 sous les mentions Bordereau 25/1 Folio 87

Elle a été transformé en Société par actions simplifiée suivant décision unanime des associés, lors de l'assemblée générale extraordinaire en date du 14 novembre 2008.

La Société continue d'exister entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par le Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La dénomination sociale reste :

FIMAVI

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « *Société par actions simplifiée* » ou des initiales « *S.A.S.* » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 - Objet

La Société continue d'avoir pour objet, en France et dans tous pays, l'activité :

- De conseil en ingénierie financière et commerciale.
- De marchand de biens immobiliers, et de gestion de biens immobiliers sous forme d'administrateur de biens,
- De production, achat, vente, au détail, en gros, demi-gros, de mise en dépôt de tous objets, produits, matériels, biens et matériaux de toutes natures et de toutes provenances,
- De négoce, représentation, stockage, location, sous-location, transport, livraison, emmagasinage, warrantage, transit, consignation, manutention, commission et courtage de tous ces objets et matériels.
- D'agence immobilière, d'intermédiaire pour la vente ou location d'immeubles meublés ou non et fonds de commerce, et les transactions immobilières en général.
- L'acquisition, la détention, l'aliénation et la gestion de toutes participations dans des Sociétés françaises ou étrangères.
- Le conseil et la prestation de services à ses filiales et participations.
- L'animation et la participation à la mise en œuvre de la stratégie des Sociétés de son groupe (filiales, participations..)

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ;

La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

Article 4 - Siège social - Succursales

Le siège de la Société reste fixé à PAULHAC (Cantal), La Peyre

Il peut être transféré en tout endroit par simple décision du Président.

Article 5 - Durée - Année sociale

1 - La durée de la Société reste fixée à quatre vingt dix neuf années à compter du 7 février 2000, date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

2 - L'année sociale commence le 1er avril et finit le 31 mars de chaque année.

Titre II - Apports - Capital Social - Actions

Article 6 - Formation du capital

Lors de la Constitution il a été fait apport de la somme de 15.000 euros, en numéraire.

Suivant assemblée générale extraordinaire en date du 2 octobre 2006, le capital social a été augmenté d'une somme de 285.000 euros par incorporation de réserves.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 14 novembre 2008, le capital social a été augmenté d'une somme de 253.170 euros par suite de l'apport par Jean Christophe VIGOUROUX des 455.706 actions qu'il détenait dans la Société AMALIAGE avec constitution d'une prime d'apport de 1.683.580 euros

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à Jean Christophe VIGOUROUX 25.317 parts sociales numéros 30001 à 55.317 chacune entièrement libérées

Aux termes de la même délibération en date du 14 novembre 2008, le capital social a été porté à la somme de 2.212.680 euros par incorporation de partie de la prime d'émission pour un montant de 1.659.510 euros.

En contrepartie de ces apports il a été attribué aux apporteurs 165.951 parts nouvelles de 10 euros chacune entièrement libérées.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 2.212.680 euros. Il est divisé en 221.268 actions d'une seule catégorie de 10 euros chacune, entièrement de leur valeur nominale.

Article 8 - Augmentation du capital social

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités, sur rapport du Président de la Société, par décision collective des associés prise dans les conditions fixées à l'article 25 des présents statuts.

Les opérations d'augmentation de capital doivent être réalisées selon les règles applicables aux Sociétés Anonymes.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. La collectivité des associés peut également décider la suppression de ce droit.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux associés, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, la collectivité des associés statue aux conditions de *quorum* et de majorité prévues à l'article 31

La collectivité des associés peut déléguer au Président de la Société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

Article 9 - Libération des actions

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans, en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où celle-ci est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 10 - Réduction du capital social

La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en Société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 11 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes « *nominatifs purs* » ou des comptes « *nominatifs administrés* » au choix de l'associé.

Article 12 - Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions collectives relatives à l'affectation des bénéfices de la Société, où il appartient à l'usufruitier.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

Dans tous les cas, le nu-propriétaire peut participer aux décisions collectives même à celles pour lesquelles il ne jouit pas du droit de vote.

Article 13 - Cession et transmission des actions

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

Article 14 - Agrément

La cession d'actions à un tiers ou au profit d'un associé est soumise à l'agrément préalable de la Société.
A cet effet, le cédant doit notifier au Président de la Société une demande d'agrément indiquant l'identification du cessionnaire (nom, domicile ou dénomination, siège social, capital, R.C.S., composition des organes de Direction et d'administration, identité des associés), le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert. L'agrément résulte, soit d'une décision collective des associés prise dans les conditions visées à l'article 25, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.
En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, les autres associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, soit d'acquérir les actions dont la cession est envisagée, soit de les faire racheter par la Société qui devra les céder dans un délai de six mois ou les annuler.

A défaut d'accord entre les parties sur la détermination du prix, celui-ci sera fixé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.
Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, même aux adjudications publiques en vertu d'une Ordonnance de Justice ou autrement.
En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise à autorisation de la collectivité des associés dans les conditions prévues ci-dessus.
La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies ci-dessus.
Toute cession réalisée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

Article 15 - Préemption

La cession d'actions à un tiers ou au profit d'associés est soumise au droit de préemption des associés défini ci-après.
Le cédant doit notifier son projet de cession au Président de la Société en indiquant l'identification du cessionnaire (nom, domicile, ou dénomination, siège social, capital, R.C.S., composition des organes de Direction et d'administration, identité des associés), le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert.
Le Président notifiera ce projet dans le délai de 8 jours aux autres associés, individuellement, qui disposeront d'un délai de un mois pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.
Dans le cas où les offres d'achat ne seraient pas proportionnelles au nombre d'actions déjà détenues par les acquéreurs, le Président pourra procéder à la répartition des actions à acquérir, en fonction des offres reçues. Si les offres n'ont pas absorbé la totalité des actions proposées à la vente, le Président pourra les proposer à tous associés de son choix ou les faire racheter par la Société qui devra les céder dans un délai de six mois ou les annuler.

A défaut d'accord entre les parties sur la détermination du prix, celui-ci sera fixé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, même aux adjudications publiques en vertu d'une Ordonnance de Justice ou autrement.
En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise aux dispositions du présent article.

La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit faire l'objet d'une préemption dans les conditions ci-dessus définies.
Toute cession réalisée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

Article 16 - Sortie

Pour le cas où Jean-Christophe VIGOUROUX associé majoritaire, déciderait de céder un bloc d'actions conférant la majorité du capital de la Société à l'acquéreur, il s'engage à faire racheter par l'acquéreur de ses actions, toutes les actions de ses coassociés que ceux-ci présenteront à la vente, sur la même base de prix d'action, sans qu'il soit appliqué la moindre décote ou le moindre abattement pour cause de minorité ou autre.
Il garantit donc que l'acquéreur de ses actions achètera celles de ses coassociés, si ceux-ci le désirent, aux conditions ci-dessus, de sorte qu'il soit personnellement tenu de procéder à cette acquisition si l'acquéreur s'avère défaillant.
Pour ce faire Jean Christophe VIGOUROUX signifiera son projet de cession à ses coassociés, individuellement, en indiquant les nom, domicile, ou dénomination, capital, siège social, R.C.S., dirigeants et principaux associés de l'acquéreur en mentionnant le prix envisagé pour chaque action et les modalités de paiement de ce prix.
Ses coassociés disposeront d'un délai de 15 jours pour indiquer, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, s'ils entendent céder leurs actions aux conditions indiquées par le cédant et, dans l'affirmative, quelle quantité d'actions ils présentent à la cession.
Passé ce délai, ils seront considérés comme n'étant pas vendeurs.
En contrepartie de la possibilité qui leur est offerte, les coassociés de Jean-Christophe VIGOUROUX, associé majoritaire cédant, s'engagent à céder la totalité de leurs actions à l'acquéreur de la majorité du capital de la Société sur la même base de prix d'action dans le délai d'un mois suivant la demande qui lui en aura été faite par Jean-Christophe VIGOUROUX.

Article 17 - Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à la part fixée par les présents statuts et donne droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 - Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

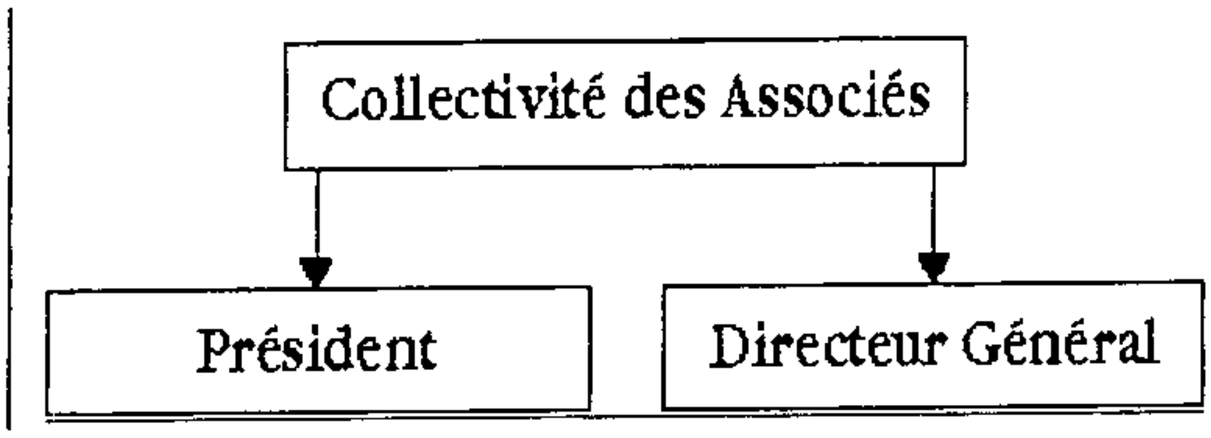
Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe, sauf disposition contraire des statuts.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts. La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.

3 - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

Titre III - Direction et contrôle de la Société

Le schéma de direction de la Société sera alors le suivant :



Article 18 - Président

La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les règles fixant la responsabilité des administrateurs des sociétés anonymes sont applicables au Président de la société par actions simplifiée.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par la collectivité des associés statuant à la majorité simple qui peut le révoquer à tout moment dans les mêmes conditions. La décision de révocation prononcée par la collectivité des associés peut ne pas être motivée et en tout état de cause aucun juste motif n'est nécessaire.

La durée du mandat du Président, limitée ou non, est librement déterminée lors de sa nomination par la décision collective des associés.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le Président peut recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision collective des associés statuant à la majorité simple.

Tout Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de deux mois lequel pourra être réduit lors de la décision collective des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

Article 19 - Pouvoirs du Président

1 - Le Président représente la Société dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Les limitations de ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou

qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

2 - Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

Article 20 - Directeurs Généraux et Directeurs Généraux délégués

Le Président peut nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, ou Directeurs généraux délégués, personnes physiques ou morales dont il déterminera les pouvoirs et la durée du mandat.

Conjointement avec le Président, les Directeurs Généraux assument, sous leur responsabilité, la direction de la Société. Ils la représentent dans leurs rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Les décisions des associés limitant leurs pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Les Directeurs Généraux et Directeurs Généraux délégués sont révocables à tout moment par l'organe ayant procédé à leur nomination.

En cas de démission du Président ou de révocation de celui-ci, les Directeurs Généraux et Directeurs Généraux délégués conserveront leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Article 21 - Rémunération du Président, des Directeurs Généraux et des Directeurs Généraux délégués

La rémunération du Président, celle des Directeurs Généraux et des Directeurs Généraux délégués est déterminée par la collectivité des associés statuant à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle. Le Président, peut s'il est associé, prendre part au vote fixant sa rémunération.

Article 22 - Conventions

Les conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président, les Directeurs Généraux et les Directeurs Généraux délégués d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux Comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

Article 23 - Représentation sociale

Les Délégués du Comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent leur mandat auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Article 24 - Commissaires aux Comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la collectivité des associés.

Titre IV - Décisions collectives

Article 25 - Décisions devant être prises collectivement

Outre les décisions qui doivent être prises à l'unanimité des associés et qui concernent toutes modifications ou adoption de clauses statutaires relatives à :
- l'inaliénabilité des actions ;
- l'agrément préalable de la Société pour toutes cessions d'actions ;
- la suspension des droits de vote et l'exclusion d'un associé ou la cession forcée de ses actions que ce soit consécutivement ou non au changement de contrôle d'une personne morale ;
- l'augmentation des engagements des associés.

Toutes décisions entraînant la modification des statuts devront être décidées par la collectivité des associés dans les conditions fixées par l'article 31 des présents statuts.

Relèvent également de la compétence de la collectivité des associés statuant à la majorité simple :

- la nomination, le renouvellement, la révocation du Président ainsi que sa rémunération ; la rémunération des directeurs généraux et directeurs généraux délégués.

- l'émission d'obligations ;

- la nomination et le renouvellement des commissaires aux comptes ;

- l'approbation annuelle des comptes ;

- l'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions ;

- l'agrément préalable des cessions d'actions à un tiers ou au profit d'un associé.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

Article 26 - Forme des décisions

Les décisions collectives des associés sont au choix du Président, prises en Assemblée Générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite.

Toutefois, les décisions suivantes devront être prises en Assemblée Générale : L'approbation des comptes annuels et la répartition des résultats, ainsi que toutes décisions entraînant la modification des statuts.

Article 27 - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions, proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre un vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « *oui* » ou « *non* ».

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Article 28 - Acte sous seing privé

Les décisions collectives autres que celles nécessitant la réunion d'une Assemblée Générale peuvent également résulter d'un acte sous seing privé par tous les associés.

Article 29 - Assemblée Générale

1 - Convocation

Les décisions collectives des associés sont provoquées aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige à l'initiative soit du Président, soit d'un ou plusieurs associés titulaires de dix pour cent (10%) au moins des actions de la Société ou en cas de dissolution de la Société, par le liquidateur soit encore par les commissaires aux comptes, ceux-ci ne pouvant agir qu'après avoir vainement demandé au Président, par lettre recommandée avec avis de réception, d'organiser la consultation des associés

L'Assemblée Générale est réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite 10 jours avant la date de l'Assemblée, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque associé, soit par un avis inséré dans un Journal d'annonces légales du département du siège social, soit par télécopie, soit par e-mail ou par tous moyens permettant d'établir la preuve de la convocation.

2 - Ordre du jour

L'ordre du jour de l'Assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés, représentant au moins 10 % du capital social et agissant dans le délai de 7 jours suivant la convocation, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication visés ci-dessus.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants et procéder à leur remplacement.

3 - Admission aux Assemblées - Pouvoirs

Tout associé a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.

Un associé peut se faire représenter par un autre associé ou toute autre personne justifiant d'un mandat.

4 - Tenue de l'Assemblée - Bureau - Procès-verbaux

Une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'Assemblée, ou par l'auteur de la convocation.

A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

L'Assemblée désigne un Secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire et établis sur un registre spécial. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par l'un des deux.

Article 30 - Droit de communication des associés

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

Article 31 - *Quorum* - Vote

1 - Le *quorum* est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi ou des présents statuts.

Pour toute décision entrainant modification des statuts, l'assemblée générale ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant droit de vote sur première convocation et le cinquième des actions ayant droit de vote sur deuxième convocation.

Pour toute autre décision, l'assemblée générale ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins un cinquième des actions ayant droit de vote sur première convocation. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

2 - Chaque action donne droit à une voix.

Toutes décisions collectives entraînant modification des présents statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi, seront prises à la majorité des 2/3. Les autres seront prises à la majorité simple des voix.

Titre V - Exercice social - Comptes sociaux - Affectation et répartition des bénéfices

Article 32 - Exercice social

L'année sociale est définie à l'article 5.

Article 33 - Inventaire - Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux articles L. 123-12 et suivants du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du Groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Article 34 - Affectation et répartition des bénéfices

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.
Chacune des actions donnera droit au même dividende.

Article 35 - Mise en paiement des dividendes

La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par la collectivité des associés.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de Justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Titre VI - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital - Transformation - Dissolution - Liquidation

Article 36 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des

pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des associés doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 37 - Transformation

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, aux conditions de *quorum* et de majorité ci-avant fixées sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en Nom Collectif nécessite l'accord de tous les associés ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en Société en Commandite Simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés devenant associés commandités.

La transformation en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des Sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

Article 38 - Dissolution - Liquidation

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective des associés.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.





Titre VII - Contestations

Article 39 - Contestations

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, le Président et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

STATUTS adoptés par l'A.G.E du 14 Novembre 2008

2001262
00351

FIMAVI

Société à Responsabilité Limitée

Au Capital de 300.000 €

Siège social : PAULHAC 15430 La Peyre

SIREN 429 326 614 - RCS AURILLAC

TRIBUNAL DE COMMERCE
- 3 DEC. 2008
GREFFE - 15000 AURILLAC

Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 Novembre 2008

L'an DEUX MIL HUIT
Le 14 Novembre à 8 HEURES 30
Au siège social de la SCP COLLET de ROCQUIGNY CHANTELOT ROMENVILLE & Associés, 14 avenue Marx Dormoy à CLERMONT-FERRAND

Les associés de la Société à Responsabilité Limitée FIMAVI au capital de 300 000 euros, divisé en 30 000 parts sociales de 10 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire sur convocation de la Gérance.

Les membres de l'Assemblée ont émargé la feuille de présence en entrant en séance, tant en leur nom qu'en qualité de mandataire.

Sont présents :

- Monsieur Jean-Christophe VIGOUROUX pour ..... 29 980 parts
- Madame Martine VIGOUROUX née DE CONQUAND pour ..... 20 parts

TOTAL égal au nombre de parts composant le capital social ..... 30 000 parts

Tous les associés étant présents, l'Assemblée peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

Monsieur Jean-Christophe VIGOUROUX préside la réunion en sa qualité de gérant.
Me Françoise ROMENVILLE assume les fonctions de secrétaire de séance.

Sont également présents :
- Monsieur Didier André HEDIEU représentant la Société AUDIT EXPERTISE COMPTABLE & CONSEILS D & P HEDIEU, commissaire aux apports et à la transformation
- Monsieur Christophe TROULIER, Expert Comptable de la Société

Le Président met à la disposition des associés :

- une copie de la lettre de convocation adressée à son associé.
- la feuille de présence
- un exemplaire des statuts de la Société.

Il dépose également les documents suivants, qui vont être soumis à l'Assemblée :

- le rapport de la Gérance
- le contrat d'apport conclu entre FIMAVI et lui-même le 8 Octobre 2008
- le rapport de la Société AUDIT EXPERTISE COMPTABLE & CONSEILS D & P HEDIEU,, Commissaire aux Apports désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce d'AURILLAC, le 12 août 2008
- le rapport du Commissaire à la Transformation désigné suivant décision unanime des associés en date du 18 août 2008,
- le projet des statuts de la Société sous la forme de Société par actions simplifiée
- le texte des projets de résolutions.

Il précise que tous les documents prescrits par l'article 37 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967, et qu'il énumère, ont été tenus à la disposition de son associée au siège social dans les délais prévus par ledit article.

Il rappelle que le rapport du Commissaire aux Apports a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce d'AURILLAC, le 8 Octobre 2008, soit huit jours au moins avant la présente Assemblée et tenu au siège social à la disposition des actionnaires dans le même délai.

Il indique que le rapport du Commissaire à la Transformation a également été tenu à la disposition des associés et déposé au Greffe du Tribunal de commerce d'AURILLAC, le 8 octobre 2008, conformément aux dispositions de l'article 56-1 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 et de l'article 49 du décret n° 84-406 du 30 mai 1984.

L'Assemblée sur sa demande, lui donne acte de ces déclarations et reconnaît la validité de la convocation.
Le Président rappelle ensuite que la présente Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Augmentation de capital d'un montant de 253.170 euros par voie d'apport d'actions.
- Approbation des apports, de leur évaluation et de leur rémunération.
- Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital.
- Augmentation de capital par incorporation de partie de la prime d'apport
- Extension de l'objet social
- Changement de date de clôture de l'exercice social
- Modification corrélative des articles 2, 6 8 et 9 des statuts.
- Transformation de la Société en Société par Actions Simplifiée.
- Adoption des statuts de la Société sous sa nouvelle forme.
- Désignation du Président de la Société – Fixation de sa rémunération
- Nomination des Commissaires aux Comptes.
- Autorisation de cession d'actions
- Pouvoirs en vue des formalités.

Puis, il donne lecture du rapport de la Gérance et du contrat d'apport.

Lecture est ensuite donnée du rapport du Commissaire aux Apports ainsi que du rapport du Commissaire à la Transformation établi conformément aux dispositions des articles L. 224-3 et L. 223-43 du Code de commerce.

Enfin, la discussion est ouverte.

Diverses observations sont échangées.

Puis, personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

<u>Première résolution</u>

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'augmenter le capital social de 253.170 euros pour le porter de 300.000 euros à 553.170 euros par voie de l'apport de 455.706 actions de la SAS AMALIAGE, au moyen de la création de 25.317 parts sociales nouvelles de 10 euros nominal chacune, entièrement libérées et attribuées à l'apporteur en rémunération de son apport en nature.
Les parts sociales nouvelles seront, dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital, entièrement assimilées aux parts sociales

anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des Assemblées Générales.

Les 25.317 parts sociales nouvelles sont émises avec une prime d'apport totale de 1.683.580.euros.

Leurs droits aux dividendes s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation.
Ces part sociales seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.
Cette augmentation de capital ne deviendra définitive qu'après approbation des apports, de leur évaluation et de leur rémunération dans la deuxième résolution ci-après.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :

- du rapport du Cabinet AUDIT EXPERTISE COMPTABLE ET CONSEILS D&P HEDIEU sis 7 rue Beau de Rochas à BEAUMONT (63), Commissaire aux Apports ;

- d'un acte sous seing privé en date à RIOM du 8 Octobre 2008, aux termes duquel Jean Christophe VIGOUROUX fait apport à la Société FIMAVI de 455.706 actions de la Société AMALIAGE, évaluées à 1.936.750 euros, moyennant l'attribution de 25.317 parts sociales nouvelles de 10 euros nominal chacune, entièrement libérées, à créer par la Société FIMAVI à titre d'augmentation de capital avec prime d'apport, à raison d'UNE (1) part sociale nouvelle de la Société FIMAVI pour DIX HUIT (18) actions de la Société AMALIAGE, soit :

. A Jean Christophe VIGOUROUX,
25.317 parts sociales, ci :..... 25.317 parts sociales numérotées de 30.001 à 55.317

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS SOCIALES NOUVELLES CREES ....25.317 parts sociales,

approuve l'apport effectué, aux conditions stipulées au contrat d'apport susdésigné, son évaluation et sa rémunération.
La différence entre la valeur de l'apport et le montant de l'augmentation de capital, soit 1.683.580 euros, constitue la prime d'apport qui sera inscrite à un compte spécial au passif du bilan sur lequel porteront les droits des

associés anciens et nouveaux et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'Assemblée Générale.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution

L'assemblée générale par suite de l'adoption des résolutions qui précèdent, décide sur proposition de la gérance, d'augmenter le capital de 1.659.510 euros pour le porter à 2.212.680 euros par voie de capitalisation de partie de la prime d'apport.

Cette augmentation de capital est réalisée par voie de création de 165.951 parts sociales nouvelles d'un montant nominal de 10 euros chacune numérotées de 55.318 à 221.268 , attribuées gratuitement aux associés à raison de 3 parts nouvelles pour 1 part ancienne.

Les nouvelles parts qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires seront complètement assimilées aux parts anciennes et jouiront des mêmes droits à compter rétroactivement du 1er avril 2008.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution

Les 165.951 parts nouvelles ainsi créées sont attribuées, savoir :

A Jean Christophe VIGOUROUX, à concurrence de 165.891 parts numérotées de 55.318 à 221.208, ci..... 165.891 parts

A Martine VIGOUROUX née de CONQUAND, à concurrence de 60 parts numérotées de 221.209 à 221.268, ci..... 60 parts

L'assemblée générale constate que ces 165.951 parts nouvelles ont été réparties entre les associés dans les proportions sus-indiquées et qu'elles sont intégralement libérées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, constate que les augmentations de capital qui en résultent sont définitivement réalisées et décide de modifier les articles 8 et 9 des statuts qui sont désormais libellés ainsi qu'il suit :

« Article 8 – Apports
Il est ajouté à cet article au paragraphe 2, l'alinéa suivant :

« Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 14 novembre 2008, le capital social a été augmenté d'une somme de 253.170 euros par suite de l'apport par Jean Christophe VIGOUROUX des 455.706 actions qu'il détenait dans la Société AMALIAGE avec constitution d'une prime d'apport de 1.683.580 euros
En contrepartie de cet apport, il a été attribué à Jean Christophe VIGOUROUX 25.317 parts sociales numéros 30001 à 55.317 chacune entièrement libérées

« Aux termes de la même délibération en date du 14 novembre 2008, le capital social a été porté à la somme de 2.212.680 euros par incorporation de partie de la prime d'émission pour un montant de 1.659.510 euros.
En contrepartie de ces apports il a été attribué aux apporteurs 165.951 parts nouvelles de 10 euros chacune entièrement libérées.

Article 9 - Capital social

Le premier alinéa de cet article est désormais libellé ainsi qu'il suit :

Le capital social est fixé à DEUX MILLIONS DEUX CENT DOUZE MILLE SIX CENT QUATRE VINGT EUROS (2.212.680 euros), divisé en 221.268 parts sociales de 10 euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 221.268 et attribuées aux associés, savoir :

- Mr Jean Christophe VIGOUROUX, à concurrence de deux cent vingt et un mille cent quatre vingt huit parts numérotées de 1 à 1499 et 1520 à 30.000 à 221.208, ci..... 221.188 parts
- Mme Martine VIGOUROUX née de CONQUAND à concurrence de QUATRE VINGT PARTS numérotées de 1.500 à 1.519 et 221.209 à 221.268, ci..... 80 parts
TOTAL égal au nombre de parts composant le capital social..... 221.268 parts

Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont toutes libérées intégralement libérées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Sixième résolution

L'assemblée générale sur la proposition du gérant et après avoir entendu la lecture de son rapport, décide d'étendre l'objet social aux opérations :
- d'acquisition, de détention, d'aliénation et de gestion de toutes participations dans des sociétés françaises ou étrangères
- de conseil et de prestations de services à ses filiales et participations
- l'animation et la participation à la mise en œuvre de la stratégie des Sociétés de son groupe (filiales, participations..)
- aux activités d'agence immobilière, d'intermédiaire pour la vente ou location d'immeubles meublés ou non et fonds de commerce, et les transactions immobilières en général.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Septième résolution

L'assemblée générale sur la proposition du gérant et après avoir entendu la lecture de son rapport, décide de modifier la date de clôture de l'exercice social qui sera dorénavant le 31 mars de chaque année. L'exercice social en cours clôturera le 31 mars 2009.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Huitième résolution

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption des sixième et septième résolutions décide de modifier les articles 2 et 6 des statuts qui sont désormais libellés ainsi qu'il suit :

« Article 2 Objet
La Société a pour objet :
L'activité en France et à l'Etranger :
De conseil en ingénierie financière et commerciale.

De marchand de biens immobiliers, et de gestion de biens immobiliers sous forme d'administrateur de biens,
De production, achat, vente, au détail, en gros, demi-gros, de mise en dépôt de tous objets, produits, matériels, biens et matériaux de toutes natures et de toutes provenances,
De négoce, représentation, stockage, location, sous-location, transport, livraison, emmagasinage, warrantage, transit, consignation, manutention, commission et courtage de tous ces objets et matériels.
D'agence immobilière, d'intermédiaire pour la vente ou location d'immeubles meublés ou non et fonds de commerce, et les transactions immobilières en général.
L'acquisition, la détention, l'aliénation et la gestion de toutes participations dans des Sociétés françaises ou étrangères.
Le conseil et la prestation de services à ses filiales et participations.
L'animation et la participation à la mise en œuvre de la stratégie des Sociétés de son groupe (filiales, participations..)

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ;
La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

Article 6 – Exercice social

L'alinéa 2 est remplacé par :

« L'exercice social commence le 1er avril et finit le 31 mars de chaque année »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Neuvième Résolution

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport de la Société AUDIT EXPERTISE COMPTABLE ET CONSEILS, Commissaire à la Transformation, domiciliée 7 rue Beau de Rochas à BEAUMONT (63), désigné par décision unanime des associés le 18 août 2008, en ce qui concerne l'évaluation des biens composant l'actif social et les avantages

particuliers consentis au profit des associés ou de tiers, conformément aux dispositions de l'article L 224-3 du Code de Commerce,
approuve expressément cette évaluation et constate qu'aucun avantage particulier n'a été consenti au profit d'associés ou de tiers
La collectivité des associés prend acte de ce qu'il est attesté, aux termes de ce rapport, que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Dixième Résolution

La collectivité des associés, sur la proposition de la gérance, après avoir entendu la lecture de son rapport et du rapport sur la situation de la Société prévu par l'article L 223-43 du Code de Commerce, établi par la Société AUDIT EXPERTISE COMPTABLE ET CONSEILS, Commissaire à la Transformation, constatant que le capital social est par suite de l'adoption de la de la première, seconde et troisième résolutions de 2.212.680 euros, soit au moins égal au minimum requis, décide de transformer la Société en Société par actions simplifiée à compter de ce jour.
Cette transformation régulièrement effectuée n'entraînera par la création d'une personne morale nouvelle.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Onzième Résolution

En conséquence de la décision de transformation de la Société en Société par Actions Simplifiée, la collectivité des associés adopte article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts de la Société sous sa nouvelle forme dont un exemplaire est annexé au présent procès-verbal.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Douzième Résolution

La collectivité des associés désigne en qualité de Président de la Société sous sa forme de Société par Actions Simplifiée, pour une durée indéterminée :

- ✓ Monsieur Jean Christophe VIGOUROUX, née le 28 juin 1967 à SAINT FLOUR (15), demeurant à RIOM (63) 89 ter rue des moulins

Le Président est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.
Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans les limites de l'objet social.
Dans ses rapports entre associés, le Président agira dans les limites fixées par les statuts de la Société.

Monsieur Jean Christophe VIGOUROUX a fait savoir par avance qu'il acceptait lesdites fonctions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Treizième résolution

La collectivité des associés décide que la rémunération de Monsieur Jean Christophe VIGOUROUX, en qualité de Président, sera fixée par une décision ultérieure.

Il pourra prétendre, sur présentation de justificatifs, au remboursement des frais exposés dans le cadre de l'accomplissement de son mandat.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Quatorzième résolution

La collectivité des associés nomme :

- En qualité de Commissaire aux Comptes titulaire pour les six premiers exercices de la Société sous sa forme de Société par Actions Simplifiée :
La Société A.C.F domiciliée 26 avenue du Lioran à SAINT FLOUR (15)

- En qualité de Commissaire aux Comptes suppléant pour la durée du mandat du Commissaire aux Comptes titulaire :
Monsieur Fabien SOULEYREAU domicilié à SAINT FLOUR (15), 26 avenue du Lioran

Chacun des Commissaires aux Comptes ainsi nommés a fait savoir à l'avance qu'il acceptait les fonctions qui lui sont conférées et a déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Quinzième Résolution

La collectivité des associés décide que la durée de l'exercice social en cours, qui sera clos par suite de l'adoption de la septième résolution, la le 31 mars 2009, n'a pas à être modifiée du fait de l'adoption de la forme de la Société par Actions Simplifiée.

Les comptes de cet exercice seront établis, présentés et contrôlés conformément aux modalités prévues par les nouveaux statuts et les dispositions de du Livre II du Code de commerce relatives aux Sociétés par Actions Simplifiées.

Le Gérant de la Société sous sa forme à Responsabilité Limitée présentera lors de la décision collective des associés qui statuera sur ces comptes, un rapport rendant compte de sa gestion lors de l'exécution de son mandat pendant la période comprise entre le premier jour dudit exercice et celui de la transformation.

Ce rapport sera soumis au droit de communication des associés conformément aux nouveaux statuts et aux dispositions légales et réglementaires.

Les comptes de l'exercice en cours seront approuvés par la collectivité des associés selon les règles fixées par les nouveaux statuts.

La collectivité des associés devra statuer également sur le quitus à accorder au Gérant de la Société sous son ancienne forme.

Le bénéfice dudit exercice sera affecté et réparti suivant les dispositions des statuts de la Société sous sa nouvelle forme.

Les fonctions de la Gérance, assumées par Monsieur Jean Christophe VIGOUROUX, ont pris fin ce jour, sous réserve des décisions prises ci-dessus relatives à son rapport de gestion.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Seizième Résolution

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent et de l'acceptation de leurs fonctions par le Président et les Commissaires aux Comptes, la collectivité des associés constate que la transformation de la

Société FIMAVI en Société par Actions Simplifiée est définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Dix septième résolution

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 10 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture par le Président, le secrétaire, ainsi que par tous les associés présents, après lecture.

Jean Christophe VIGOUROUX

Martine VIGOUROUX

F. ROMENVILLE
Secrétaire de séance

Enregistré à : POLE DEPARTEMENTAL D'ENREGISTREMENT D'AURILLAC
Le 18/11/2008 Bordereau n°2008/1 125 Case n°2 Ext 3246
Enregistrement : 500 €
Total liquidé : cinq cents euros
Montant reçu : cinq cents euros
L'Agente

Pénalités :